

Redessiner les politiques culturelles en Europe pour des sociétés libres et démocratiques

Rapport de consultation et note d'orientation d'experts issus du Triangle de Weimar

Citations de participantes et participants du projet :

Mettez le local au centre de vos actions. Le centre est partout - partout où l'on partage une responsabilité pour l'ensemble.

La démocratie exige une performativité continue et la volonté de renoncer, de temps à autre, à certains privilèges.

Parfois, la vérité ne se trouve pas au milieu. Parfois, il faut oser maintenir son point de vue et constater que la vérité se situe d'un seul côté.

Contexte

En cette période marquée par une succession de crises imbriquées, une évolution des rapports Est-Ouest et une diversification croissante des perspectives, des appels en faveur d'une plus grande participation se font entendre, tant au sein des sociétés européennes qu'au-delà. Les besoins en matière de sécurité pour préserver une Europe unie se font de plus en plus pressants, alors même que les tentatives visant à saper « l'idée européenne » et les valeurs démocratiques se multiplient sous l'effet de forces polarisantes qui accentuent la fragmentation de l'ensemble du continent. La polarisation et la radicalisation s'accroissent, tandis que les extrêmes remportent une part croissante de l'électorat. Les partis populistes d'extrême droite, en particulier, ne relèvent plus d'un mouvement marginal mais gagnent en influence, tissant des réseaux à l'échelle européenne et mondiale. Ainsi, une conception de la culture centrée sur un groupe et excluant les autres, continue de s'affirmer, ce qui soulève les questions suivantes pour le secteur culturel :

Le secteur culturel peut-il contribuer à renforcer les démocraties européennes ? Comment peut-il rétablir un large consensus autour d'un socle commun de valeurs démocratiques en Europe ? Quelles erreurs ou négligences le secteur culturel doit-il admettre ? Comment reformuler et consolider à l'avenir les récits d'une Europe ouverte ? Quel rôle les pratiques culturelles et artistiques peuvent-elles jouer dans ces processus ? Et enfin, comment leurs espaces, en tant que « tiers-lieux », peuvent-ils favoriser de véritables dialogues et négociations au sein de la société ?

L'état des lieux : les défis actuels pour la culture en Europe

Les participantes et participants à l'atelier ont identifié les défis majeurs suivants :

- Des concepts fondamentaux du projet européen, tels que la démocratie et la liberté artistique, sont compris et mis en œuvre différemment à travers l'Europe. Leurs significations varient souvent selon les contextes locaux, nationaux et européens. L'individualisation croissante des discours nationaux « fragilise » l'idée d'un espace culturel européen partagé. De plus, ces concepts ont été récupérés et détournés par des forces antidémocratiques, ce qui complique les efforts visant à considérer la culture comme un bien commun.
- Les participantes et les participants ont souligné que les zones de conflit historiques ont trop souvent été négligées. Ils ont reconnu l'existence d'une tension constructive entre, d'une part, les orientations transnationales, et d'autre part, les ancrages locaux de sentiments d'appartenance. Les démocraties doivent être défendues au niveau national. Cependant, on a trop souvent recours à des logiques d'altérisation et de polarisation pour tenter de « résoudre » cette tension. S'il est essentiel d'avoir un sens pratique et engagé d'une citoyenneté européenne horizontale, l'idée européenne doit aussi être enracinée et valorisée dans les contextes nationaux. Les gouvernements nationaux, au niveau de l'Union européenne, ne reflètent que rarement la pleine diversité de leurs régions.

- Fréquemment au cœur de conflits politiques, le secteur culturel est de plus en plus soumis à l'influence politique. Son indépendance est étroitement liée aux sources et à la structure des financements. De nombreuses régions européennes manquent d'infrastructures culturelles durables, capables de contrebalancer les tendances nationalistes excessives par des pensées libérales et pluralistes.
- Les participantes et participants ont souligné l'urgence de prévenir les fractures en Europe, de contrer les dynamiques discursives des forces extrémistes et antidémocratiques, et de renforcer la capacité de l'Union européenne à jouer un rôle de médiation et de régulation. En l'absence de solutions rapides, il convient de mettre en œuvre des stratégies d'action à court, moyen et long terme.

Recommandations en matière de politiques culturelles aux niveaux local, national et européen

Possibilités d'action au niveau des institutions et des communautés locales :

- Briser les cloisonnements sociaux, réduire les insécurités et encourager les expériences de collaboration. Créer des espaces d'échange et de confrontation démocratiques. Mettre l'accent sur les valeurs partagées plutôt que sur celles qui divisent et maintenir le dialogue au-delà des différences. Continuer à s'engager de manière constructive au-delà des clivages, dans un esprit d'ouverture et de modération.
- Établir des liens stratégiques avec des pairs à travers l'Europe et dans d'autres régions de son propre pays. Partager les connaissances et les pratiques qui renforcent la résilience démocratique.
- Réfléchir collectivement aux expériences communes et aux causes des transformations actuelles ainsi qu'aux différentes manières d'y répondre dans les contextes locaux.
- Agir de manière indépendante vis-à-vis des agendas gouvernementaux. Promouvoir l'interconnexion et un soutien mutuel, en particulier lorsque des personnes ou des organisations sont confrontées à des réductions de financement motivées par des raisons politiques.
- S'appuyer explicitement sur le cadre des droits culturels et sur les structures prévues par l'État de droit pour soutenir un débat pluraliste sans tomber dans des querelles partisans.
- Explorer activement la promotion d'idées libérales et démocratiques à travers les canaux des réseaux sociaux.
- Cultiver une confiance réciproque. La confiance sélective n'est pas durable : les institutions doivent faire confiance aux citoyennes et citoyens si elles souhaitent qu'ils leur accordent leur confiance en retour.
- Passer des récits universels à des histoires et des pratiques ancrées localement. Plutôt que d'effacer les différences, il est préférable de s'en saisir et d'y réfléchir.

Ce qu'il faudrait assurer au niveau national :

- Renforcer les efforts visant à lutter contre la désinformation et les ingérences internes et externes. Investir dans les arts et l'éducation artistique et culturelle afin de favoriser l'empathie, la pensée critique et l'appréciation de la diversité.
- Garantir la participation structurelle de groupes diversifiés à l'échelle nationale. Intégrer la société civile et les processus ascendants dans les cadres institutionnels, et associer les artistes dans les prises de décision en matière de politiques culturelles.
- Reconnaître les différences nationales et régionales, issues d'histoires culturelles distinctes.
- Soutenir de larges coalitions face aux alliances illibérales et affirmer collectivement la défense de la liberté artistique.
- Protéger le financement culturel contre toute manipulation politique. Développer de nouvelles formes de financement durables et participatives, impliquant à la fois la société civile et le secteur culturel. Passer d'un financement à court terme basé sur les projets à des engagements de long terme.
- Mettre fin à la réduction des budgets alloués au secteur culturel. La participation culturelle doit être accessible à toutes et à tous. La culture n'est pas un luxe, mais une nécessité sociale. En tant que vecteur de cohésion sociale et au vu de sa capacité à doter les individus des compétences nécessaires pour gérer les différences, la culture doit être reconnue comme un enjeu de sécurité nationale.
- Inclure les zones rurales dans le développement culturel du pays. Les intégrer dans la planification artistique et culturelle à long terme, en garantissant une représentation équitable dans le cadre d'un développement culturel démocratique.

Les engagements indispensables de l'UE :

- Diversifier les partenariats culturels et approfondir la coopération européenne.
- Renforcer la société civile et la citoyenneté démocratique en intégrant les arts et la culture comme composantes essentielles de la démocratie européenne et des stratégies de sécurité intérieure de l'UE.
- Accroître la crédibilité politique de l'UE en répondant de manière cohérente aux défis présents dans tous les pays et toutes les régions d'Europe.
- Mettre en place un fonds de solidarité destiné aux institutions culturelles confrontées à des gouvernements illibéraux afin de garantir un soutien rapide et facilement accessible.
- Rendre les financements de projets de coopération transnationale et les programmes européens de réseaux plus accessibles au niveau municipal afin de renforcer les acteurs locaux. Aligner ces financements sur les stratégies de développement régional et de cohésion sociale.
- Défendre les cadres démocratiques fondés sur les droits culturels et les structures de l'État de droit.
- Envisager de reconnaître la culture comme le 18^e « Objectif de développement durable » afin d'ancrer son importance à l'échelle mondiale.
- Reconnaître la diversité des interprétations des valeurs européennes et garantir la poursuite de processus de dialogue, de négociation et de traduction entre elles.

- Communiquer clairement les réussites de l'Union européenne tout en répondant aux préoccupations et aux besoins des populations afin d'éviter de voir leurs frustrations exploitées par des forces destructrices.

Mentions légales

Cette note d'orientation s'appuie sur un atelier organisé selon la règle de Chatham House, réunissant une vingtaine d'experts et de chercheurs de sept pays européens, avec un accent particulier sur le Triangle de Weimar. Cet atelier s'est tenu les 12 et 13 juin 2025 au château de Genshagen en Allemagne, à l'initiative et avec le soutien de l'ifa, de la Fondation Genshagen et de l'Université de Hildesheim.

Autrices et auteurs : Elodie Bordat-Chauvin, Julius Heinicke, Dominika Kasprowicz, Susanne Keuchel, Odila Triebel

Les opinions exprimées sont celles des autrices et auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ifa ou des autres institutions de parrainage et de publication.

Directeur de la publication :

ifa (Institut für Auslandsbeziehungen e. V.)
Charlottenplatz 17
70173 Stuttgart
Postfach 10 24 63
D-70020 Stuttgart
info@ifa.de
www.ifa.de

© ifa 2025

Rédaction :

Équipe Dialogue et Recherche « Culture et politique extérieure » de l'ifa

Traduction :

Atidma SCOP

Creative Commons Attribution-Partage dans les mêmes conditions 4.0 International (CC BY 4.0)



<https://doi.org/10.17901/1593>